

Retour d'Afrique du Sud

FSMM de Johannesburg 4 au 8 décembre 2014

Pour la première fois en Afrique, le Forum social mondial des migrations s'est tenu du 4 au 8 décembre 2014. La date du premier anniversaire de la mort de Mandela a été l'occasion de rendre un hommage appuyé au Père de la nation arc-en-ciel. Venus de 57 pays, des 4 continents, 186 mouvements sociaux, associations de migrants, de réfugiés, de déplacés, représentant la société civile mondiale, ont abordé la thématique des migrations mondiales dans un lieu hautement symbolique. « Constitution Hill », une ancienne prison pour des leaders politiques, a été transformée en siège de la Cour de Justice tout en gardant les stigmates d'une geôle effroyable dont l'apartheid était le ciment. Que le Forum social mondial des migrations se situe dans ce lieu d'Histoire de l'Afrique du sud, quel symbole ! Oui, les murs de l'apartheid ont été vaincus par le charisme d'un Mandela, en prison 27 longues années, mais devenu premier président noir dans l'Histoire du pays. Oui, les murs peuvent tomber un jour !

Qu'elles soient forcées, économiques, causées par la faim, la guerre, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres ou le réchauffement climatique, les migrations sont toujours perçues comme un drame humain, une menace ou un problème. Et pourtant, c'est l'un des droits humains fondamentaux inscrits dans la déclaration des droits de l'homme que les nations ont signée. Migrer est un droit, retourner dans son pays l'est aussi. Les participants ont souligné que les migrants ne sont pas des marchandises, qu'ils sont des êtres humains et qu'aucun être humain n'est illégal.

Se poser la question des migrations contraint à se poser la question du développement d'un pays. Défendre les droits des migrants, c'est leur donner la parole, leur permettre de jouer leur rôle dans le pays d'accueil, de participer à la vie civique, de partager leurs richesses culturelles... Vivre ensemble dans le respect des cultures, c'est possible !

Nombre de pays comme le Brésil ont compris que les migrations enrichissent le potentiel du pays et la ville de Sao Paulo, représentée au Forum par des élus et des associations telle « Espacio sin fronteras », montre qu'il est possible de faire autrement que d'ériger des murs, de penser des politiques sécuritaires qui stigmatisent les migrants, ou de construire des forteresses comme Frontex en Europe pour contrôler les flux migratoires. A Sao Paulo, les migrants, citoyens à part entière, ont le droit de vote dans les instances locales. Dans l'espace de la CEDEAO, la libre circulation des personnes est régulée par un protocole entre 15 pays de l'Afrique de l'Ouest, supprimant les visas, mettant en place un carnet de voyages et permettant la libre installation dans les états. On le sait, les migrations internes en Afrique sont le phénomène le plus courant.

Le Forum a montré qu'un autre monde est possible. Encore faut-il que migrer ne soit pas un enfer comme sur les routes meurtrières du Sahel-Sahara où les refoulés de l'Europe-forteresse sont piégés au Niger. Encore faut-il que le retour vers le pays soit possible, comme le soulignaient avec force les réfugiés palestiniens dénonçant à la fois l'impasse totale dans laquelle ils sont depuis près de 70 ans mais également la mise en place progressive par l'Etat d'Israël d'une forme d'apartheid non seulement dans les Territoires occupés, mais en Israël même, violant ainsi les droits de l'homme les plus élémentaires. Or, les participants des quatre coins du monde l'ont rappelé avec force : il n'y a pas

d'humanité sans respect des droits de l'homme. Encore faut-il que les politiques migratoires considèrent les migrations non comme un problème ou un crime, mais comme une chance, un atout.

Le CCFD-Terre solidaire, membre du comité d'organisation du Forum, a co-organisé quatre ateliers d'échanges : trois avec Emmaus international, le réseau « des ponts pas des murs », le CRID, le FORIM, laissant la parole à ses partenaires au Brésil, en Thaïlande, en Birmanie, au Cambodge, en Inde, au Liban, au Mali, au Niger, en Mauritanie, en Afrique du Sud, et à des partenaires Migrants France tels que ALED (association lieux d'espoir pour le développement), ASIREM (espoir en berbère) et Migreurop. Comment mieux impliquer les autorités locales aux côtés des migrants ? Quels sont les enjeux de liberté de circulation et d'installation ? Quels sont les enjeux de gouvernance mondiale alternative des migrations ?

Un quatrième atelier co-organisé avec l'association Africa Unite, intitulé « Cohésion sociale et vivre ensemble – regards croisés Afrique du Sud et France » a permis de croiser les expériences portées par des acteurs de la société civile, engagés sur la question des droits des migrants.

Les échanges riches ont permis des rencontres exceptionnelles, dépassant les frontières de la langue, chacun découvrant dans l'autre un frère à écouter.

Malgré les multiples freins à l'organisation du Forum (dont l'exemple le plus frappant a été le désengagement de la mairie de Johannesburg à deux semaines de l'ouverture !), malgré les coupures d'électricité, les difficultés de connexion wi-fi qui ont enrayé les communications, la barque des délégations mondiales du Forum a été poussée par un souffle plus fort, résistant à tous les vents de l'ignorance, de la discrimination, de la désinformation et des préjugés. Les délégations ont pu s'entendre malgré les barrières de la langue.

« Je garderai de ce Forum des visages : celui de Vichuta, cambodgienne rescapée des camps de kmers rouges, celui du Père Anselme de la Maison des Migrants à Gao, le sourire du sénégalais Falilou et d'Omar le mauritanien, la détermination de Paolo le brésilien, ceux d'Aline et Marc qui ont leur bureau d'accueil des migrants, African Diaspora Forum, en plein cœur d'un quartier de migrants du monde entier à Johannesburg, et aussi Prudence, la jeune collégienne en habit rouge déclamant son poème « le cri d'un migrant ». Des couleurs, des danses, des rythmes grâce aux interventions des jeunes danseurs et chanteurs d'Afrique du Sud, du Ruanda et de Côte d'Ivoire. Mais aussi des lieux chargés d'Histoire : le musée de l'apartheid, la simple maison de briques rouges de Mandela, la prison des femmes à Constitution Hill, la cellule de Mandela, la place Hector Pieterse du nom de l'écolier assassiné par la police lors des émeutes de 1976 à Soweto faisant 600 jeunes victimes, les townships de Soweto et de Katlehong.

La flamme qui brille devant une lourde porte de prison à l'entrée de Constitution Hill ne s'éteint pas. Je fais le vœu que des Mandela se lèvent dans le monde entier pour s'engager pour la paix et résister à la montée des extrémismes. Je fais le rêve que les esprits et les cœurs s'ouvrent pour se reconnaître dans l'autre qui est différent, car il n'y a pas d'étrangers qui ne soient pas humains. »

Renée Gaude (réseau thématique migrations)

note : **Hector Pieterse**, né le [19 août 1963](#) et mort le [16 juin 1976](#) (à 12 ans) à [Soweto](#), est un écolier [sud-africain](#) mort durant les [émeutes de Soweto](#) dans le quartier d'[Orlando West](#) à [Soweto](#), tué par la police sud-africaine lors d'une manifestation visant à protester contre une loi imposant l'[afrikaans](#) comme langue d'enseignement pour les enfants noirs,

en lieu et place de l'anglais.

La photo le représentant mort, porté dans les bras de [Mbuyisa Makhubo](#), un autre écolier, aux côtés de sa sœur Antoinette Pieterse en uniforme d'écolière, devient iconique à l'échelle mondiale et le symbole de la répression à l'encontre de la population noire organisée par le gouvernement sud-africain et de ses lois sur l'[apartheid](#). Le cliché, pris par le photographe sud-africain [Sam Nzima](#), fait partie d'une série de six clichés et fut publié le lendemain dans le quotidien noir de [Johannesburg](#), [The World](#).